

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SOBRON, 25, rue Blanche. (Aff. encl.)

L'un des gérants, rédacteur en chef : CARAGET.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE BLANCHE, 25.

Paris. Départ.

3 mois	6 fr.	9 fr.
6 mois	12 fr.	18 fr.
Un an	24 fr.	36 fr.

Paris, 10 mars.

Bien que notre lutte contre la monarchie date de plus de vingt années, nous sommes aujourd'hui moins avancés que les républicains brûlants éclos le lendemain de la victoire. Ils le disent, du moins.

Ceux qui, le 20 février, nous appelaient anarchistes trouvent aujourd'hui nos opinions bien calmes pour des novateurs. Tout à l'heure ils vont nous ranger parmi les momies.

Cette ignoble comédie, cette impudence de calculateurs sans conscience, nous amènent à répéter aujourd'hui ce que nous avons dit tant de fois depuis vingt ans : Nous sommes de la Montagne ; nous glorifions la Convention, la plus grande assemblée du monde, parce qu'elle a sauvé la France.

Nous marchons avec la Réforme, celui de tous les journaux qui a le plus contribué aux glorieuses journées de février ; nous suivons la même voie, non en dissidents, non en concurrents jaloux, mais fraternellement, mais en vieux amis depuis longtemps habitués aux balles de la monarchie.

Dans notre opinion, il n'y aura jamais assez de publicité, de loyal concours, de vigoureuse attitude, pour suffire aux exigences de la situation présente. Nous traversons une de ces phases politiques au milieu desquelles la vie est décaplée, consumée comme une bougie dans l'oxigène.

Après une lutte si longue, si énergiquement soutenue, c'est un devoir profond pour nous de consacrer ce qui nous reste de force à soutenir la République. S'il nous est donné quelque jour de prendre du repos, ce ne peut être qu'après avoir vu la fin de ces résistances perfides, qui ne peuvent se résoudre sans chagrin à voir s'établir le bonheur de tous par la Liberté, l'Égalité, la Fraternité.

Loin donc de ralentir notre ardeur, nous appelons à notre aide tous les citoyens chez lesquels l'infâme système n'a pu détruire le sentiment du beau, de l'honnête, du juste et du vrai.

Courage donc ! courage et persévérance ! Nous nous reposerons plus tard... et pour longtemps !

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Instruction du Gouvernement provisoire pour l'exécution du décret du 3 mars 1848, relatif aux élections générales.

I. CONFECTION DES LISTES ÉLECTORALES.

1. Les maires réuniront immédiatement les conseillers municipaux pour s'occuper, sans aucun retard, de la confection de la liste des électeurs appartenant à leurs communes respectives.

Ils consulteront, pour la dresser, les précédentes listes électorales ayant servi aux élections de tous les degrés ; les tableaux du dénombrement de la population, ceux du recrutement et les contrôles de la garde nationale, ainsi que les registres de l'état civil.

Conditions d'inscription des électeurs.

ÂGE.

2. Il ne sera besoin de faire de vérifications, quant à l'âge de vingt et un ans, que lorsqu'il pourra s'élever quelque doute à cet égard. Les jeunes citoyens qui ne seraient pas nés dans la commune produiront les papiers indiquant l'époque de leur naissance.

NATIONALITÉ.

3. La condition d'être né ou naturalisé Français peut se justifier, soit par la possession résultant de votes antérieurs, soit par la représentation des actes de naturalisation délivrés par les gouvernements précédents, lettres d'avis ou autres actes officiels.

INCAPACITÉS.

4. Le droit d'élire les représentants du peuple est le premier des droits civiques. Ces droits n'appartiennent plus à celui qui a perdu la qualité de Français par la naturalisation en pays étranger.

Les droits de citoyen peuvent se perdre ou être suspendus par des décisions judiciaires, savoir :

Les condamnations à des peines afflictives ou infamantes. Cet état d'incapacité cesse quand il y a eu réhabilitation.

Les arrêts portant renvoi devant les cours d'assises. Les condamnations à des peines correctionnelles, lorsque le tribunal a ajouté à ces peines l'interdiction des droits de vote et d'être juré, témoin, etc.

Les jugements qui ont prononcé, à titre de peine, la surveillance de la haute police.

Les jugements portant déclaration de faillite non suivis de concordat.

Ne pourront non plus exercer le droit de voter les interdits, ni ceux qui sont retenus pour cause de démené dans une maison d'aliénés.

Les autres incapacités établies par les lois antérieures sont abrogées.

RÉSIDENCE.

5. Pour être inscrit comme électeur dans une commune, il faut y avoir une résidence de six mois :

Toutes dispositions antérieures, relatives au domicile politique séparé du domicile réel, sont abrogées.

Les citoyens qui, depuis moins de six mois, ont changé de résidence, seront admis à se faire inscrire dans la commune où ils résidaient précédemment.

Néanmoins si, à raison de l'éloignement, un citoyen ne pouvait, sans dommage ou sans inconvénient pour sa santé, ses affaires, ses moyens d'existence, se rendre dans un autre département, qu'il a quitté depuis peu de temps, il pourra, d'après sa demande, être inscrit sur la liste des électeurs de la commune où il vient de s'établir.

À l'égard des citoyens qui, à raison de leurs affaires, commerce, industrie ou travail, habitent, pendant le cours de l'année, dans plusieurs communes, ils pourront être admis, sur leur demande, à se faire inscrire comme électeurs dans la commune qu'ils auront choisie, pourvu qu'ils en aient fait la déclaration tant à la mairie de la commune où ils habitent actuellement que dans celle où ils demandent à voter.

6. Nul ne pourra voter en deux assemblées électorales différentes.

7. Tout citoyen appartenant aux armées de terre ou de mer, qui sera en congé, devra être inscrit au lieu de son domicile.

Les citoyens en activité de service sont admis, dans leurs garnisons respectives ou dans les ports et arsenaux, à participer à l'élection, selon les dispositions de l'art. 37 ci-après.

Forme des listes.

8. La liste des électeurs sera dressée par ordre alphabétique.

Dans les villes qui comprennent plusieurs cantons, il sera dressé autant de listes qu'il y a de cantons.

Dans les communes urbaines, la liste indiquera les noms, âge, profession et demeure des électeurs.

Dans les communes rurales, cette forme et ces détails pourront être simplifiés, de manière toutefois à éviter la confusion à l'égard des citoyens qui porteraient les mêmes noms et prénoms.

Publication et réclamations.

9. La liste sera close au plus tard le 26 mars prochain, et déposée pendant cinq jours à la mairie. Le maire fera connaître, par voie d'affiche, que, pendant cet espace de temps, chaque citoyen pourra en prendre communication sans déplacement.

Les réclamations qui seraient formées par des citoyens contre l'omission de leur nom, ou pour cause d'erreur, seront jugées sommairement, en conseil municipal, par le maire, qui fera, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les réclamations ultérieures seront adressées au conseil municipal du chef-lieu du canton.

Envoi des listes au maire du chef-lieu de canton.

10. Le sixième jour, la liste, définitivement close, sera envoyée au maire du chef-lieu du canton pour servir à l'appel des électeurs.

Le conseil municipal du chef-lieu de canton statuera jusqu'à et y compris le 8 avril sur les réclamations qui lui seraient adressées sur la teneur des listes.

II. OPÉRATIONS DES ASSEMBLÉES ÉLECTORALES.

11. Le maire du chef-lieu de canton, à mesure qu'il recevra les listes électorales des communes, les fera transcrire dans la forme des listes d'inscription de votants qui étaient dressées précédemment pour les élections au conseil général.

Ces listes, en nombre égal à celui des communes du canton, serviront à l'appel et à l'inscription des votants.

12. Le maire fera disposer la salle d'élection suivant qu'il sera expliqué ci-dessous.

13. Lors de la clôture des listes et trois jours avant la réunion, les électeurs de chaque commune seront avertis, par tous les moyens de publicité qui sont au pouvoir des maires, de se rendre, ainsi que c'est leur droit et leur devoir, à l'assemblée électorale du canton, pour prendre part à l'élection des représentants du peuple.

14. Il sera délivré à chaque électeur une carte ou un billet portant :

N..... électeur à N..... (nom de la commune), avec la signature du maire.

Avis à donner aux électeurs et disposition des locaux.

15. Un arrêté du commissaire du département, affiché dans toutes les communes, fera connaître que les électeurs sont convoqués pour le 9 avril dans les chefs-lieux de canton, à l'effet d'élire le nombre de représentants indiqué par le décret du 3 mars, et que ces représentants pourront être choisis parmi les électeurs âgés de vingt-cinq ans, sans aucune condition de cens ni de domicile.

16. Un avis publié par le maire du chef-lieu de canton informera les électeurs que le scrutin s'ouvrira le 9 avril, à sept heures du matin ; qu'on appellera d'abord les électeurs de la commune chef-lieu, et successivement ceux des autres communes, selon tel ordre déterminé, en commençant par les communes les plus éloignées.

17. Des dispositions seront prises pour que les électeurs des diverses communes puissent entrer et sortir avec ordre, et pour qu'ils puissent émettre leur vote avec la plus entière liberté.

Composition du bureau.

18. Le bureau sera présidé par le juge de paix du

canton ; à son défaut, par ses suppléants. Les scrutateurs au nombre de dix seront pris parmi les premiers conseillers municipaux, selon l'ordre du tableau. Les présidents et scrutateurs choisiront le secrétaire.

Dans les villes qui renferment cinq ou six cantons, le nombre des scrutateurs sera complété, s'il y a lieu, par des citoyens que le conseil municipal désignera.

19. La police de chaque assemblée électorale appartient au président. Nulle force armée ne peut, sans sa demande, être placée dans le lieu ou aux abords de la salle.

Inscription et dépôt des bulletins.

20. Le vote sera secret ; mais, à raison du nombre considérable d'électeurs, les bulletins pourront n'être pas écrits dans la salle et en présence du bureau.

Chaque électeur pourra apporter le sien, après l'avoir écrit ou fait écrire en dehors de l'assemblée, et après avoir pris soin de le fermer.

21. Le président, en le recevant, et avant de le déposer dans la boîte du scrutin, s'assurera que ce bulletin n'en renferme pas d'autre.

22. Chaque bulletin doit contenir autant de noms qu'il y a de représentants à élire dans le département.

Des affiches placées dans la salle et au dehors rappelleront ce devoir aux électeurs, ainsi que les conditions d'éligibilité.

23. Les électeurs, accompagnés du maire, entreront successivement dans la salle par ordre de communes.

Ils déposeront leurs bulletins dès que leurs noms seront appelés.

24. A mesure que chaque électeur déposera son vote, un des scrutateurs le constatera, en inscrivant son propre nom ou son paraphe en regard du nom du votant.

25. Les maires des différentes communes prendront tour à tour place au bureau ; ils auront voix consultative en cas de réclamations.

Durée et clôture du scrutin.

26. Le scrutin ne pourra être prolongé au delà de six heures du soir.

Si l'appel et le réappel ne sont pas terminés le 9 avril à ladite heure, la boîte du scrutin sera fermée et scellée, puis déposée sous clef à la mairie. Le scrutin sera continué le lendemain.

27. Quand l'appel de tous les électeurs par commune sera terminé, il sera procédé à un réappel de tous les électeurs qui n'auront pas voté.

Dépouillement des bulletins.

28. Une heure après le réappel, le scrutin sera clos, et le bureau procédera au dépouillement de la manière suivante :

29. Il comptera les bulletins trouvés dans la boîte, et en comparera le nombre avec celui des votants, constaté par les feuilles d'inscription, sans qu'il soit besoin de recommencer l'opération pour quelques légères différences qui proviennent le plus souvent d'omissions faites par les scrutateurs sur la feuille d'inscription des votants.

30. Après la constatation du nombre des bulletins déposés, le président fera procéder au dépouillement.

A cet effet, et pour accélérer l'opération, la masse des bulletins sera distribuée en groupes qui seront dépouillés sur des tables séparées. Il sera bon d'en préparer un grand nombre. Le bureau désignera, parmi les électeurs présents, et qui accepteront cette mission, des scrutateurs supplémentaires en nombre suffisant pour qu'il y en ait quatre à chaque table de dépouillement.

31. Si un bulletin contenait plus de noms qu'il y a de représentants à élire, les scrutateurs ne tiendraient pas compte des derniers noms inscrits qui excéderaient ce nombre.

32. Le bureau décidera provisoirement toutes les difficultés qui s'élèveraient concernant les opérations de l'assemblée électorale.

33. Après la proclamation du résultat du scrutin, les bulletins non contestés seront brûlés.

Recensement général des votes.

34. Le procès-verbal de chaque assemblée de canton sera porté au chef-lieu du département par le président et le secrétaire, ou par deux membres choisis par le bureau.

35. Le recensement général des votes de tous les cantons se fera à l'hôtel de ville du chef-lieu du département, en séance publique, et en présence des délégués du bureau de chaque assemblée cantonale.

36. Le bureau central chargé du recensement général des votes sera présidé par le président de l'assemblée électorale du chef-lieu, ou par le doyen d'âge des présidents, s'il y a eu plusieurs assemblées cantonales dans cette ville. Il sera assisté par les délégués des assemblées cantonales du département.

Vote des militaires en activité de service.

37. Les électeurs militaires en activité de service seront avertis par leur chef immédiat, aussitôt après la publication du décret du 3 mars et de la présente instruction, du droit qu'ils ont de participer à l'élection générale comme les autres citoyens, et du nombre de représentants attribué à leurs départements respectifs.

Ces militaires se réuniront en autant de sections qu'il y aura parmi eux de citoyens appartenant au même département, sous la présidence du chef le plus élevé en grade, qui sera assisté de quatre scrutateurs

dont deux pris parmi les plus âgés, et deux parmi les plus jeunes sous-officiers et soldats présents, qui sauront lire et écrire.

58. Le président avertira les électeurs militaires de réfléchir sérieusement à l'acte de citoyen qu'ils vont accomplir; il les engagera à émettre leur vote secrètement, en toute conscience et en toute liberté. Chacun d'eux écrira ou fera écrire son bulletin par l'un de ses camarades en dehors de l'assemblée et le remettra au président. Les bulletins seront dépouillés séance tenante, en leur présence; et le résultat des votes, cacheté et certifié par les intendants militaires ou par les commissaires de la marine, sera envoyé par le président du bureau, le 30 mars au plus tard, au commissaire du département auquel appartiendront les votants.

Ce résultat sera compris dans le recensement général des votes du département.

Proclamation du résultat définitif du scrutin.

59. Après le recensement des votes, le président du bureau central et départemental proclamera *représentants du peuple*, pour le nombre fixé par le décret du 5 mars, les candidats qui auront obtenu le plus de voix selon l'ordre de la majorité relative, pourvu toutefois qu'ils aient réuni chacun 2,000 voix au moins.

40. Si le nombre de représentants attribué à chaque département n'est pas atteint, il sera procédé à des élections supplémentaires huit jours après et dans les formes indiquées ci-dessus.

Elections à Paris.

41. — A Paris, les arrondissements représentant les cantons seront divisés, pour la commodité et la promptitude de l'opération, en sections proportionnelles au nombre des électeurs.

Les sections seront présidées par les maires, adjoints ou délégués de la mairie. Les six scrutateurs seront pris, dans chaque section, parmi les plus âgés et les plus jeunes des électeurs présents.

Les réclamations prévues aux art. 9 et 10, concernant les listes d'électeurs, seront décidées sommairement par le maire de chaque arrondissement, assisté de ses adjoints.

Les électeurs de Paris seront spécialement avertis, par affiches, qu'ils ont à porter sur leur bulletin trente-quatre noms, nombre égal à celui qui est attribué par le décret du 5 mars dernier au département de la Seine.

Le dépouillement des votes se fera dans chaque section, et le recensement général au bureau central de l'hôtel de ville.

Elections dans l'Algérie et dans les colonies.

42. Les quatre représentants attribués à l'Algérie seront élus selon la forme qui sera établie par une instruction ultérieure.

43. L'assemblée nationale déterminera le mode d'après lequel l'élection des représentants aura lieu dans les colonies.

Vérification des pouvoirs des représentants par l'assemblée nationale.

44. L'assemblée nationale statuera sur la vérification des pouvoirs de ses membres ainsi que sur les options, les démissions et autres points qui toucheraient à sa constitution complémentaire et définitive.

45. La présente instruction aura la même force que le décret du 5 mars dernier.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le huit mars mil huit cent quarante-huit.

Les membres du Gouvernement provisoire.

DUPONT (de l'Eure), ARAGO, ALBERT, CRÉMIEUX, FLOCON, GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE, LOUIS BLANC, MARRAST, MARIE, LEDRU-ROLLIN.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire.

PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Paris, le 9 mars 1848.

Rapport fait au Gouvernement sur la situation financière de la République, par le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances.

Le pays veut connaître la vérité sur l'état réel de ses finances. Le Gouvernement provisoire de la République a besoin de la dire. C'est son devoir, son intérêt, son droit.

Il la dira tout entière, sans haine, sans crainte, mais aussi sans ménagements.

J'aborde les faits :

Dettes publiques.

Au 1^{er} janvier 1841, le capital de la dette publique, déduction faite des rentes appartenant à la caisse d'amortissement, était de 4,267,513,402.
Le 1^{er} janvier 1848, il s'élevait à 5,179,644,750.
Loin de mettre une si longue paix à profit pour réduire le chiffre de la dette, la dernière administration l'a ainsi augmentée dans des proportions énormes : — 912,529,528 fr. en sept années !

Budgets.

Les budgets suivaient la progression de la dette. Celui de 1829 à 1830 se montait à 1,014,914,000. L'ensemble des crédits mis à la disposition du gouvernement déchu sur l'exercice 1847, s'élève à 1,712,979,659 62. Malgré les accroissements successifs des recettes, les budgets présentaient chaque année un déficit considérable.

De 1840 à 1847 inclusivement, la dépense a dépassé la recette de 604,323,000 fr.

Pour 1848, le déficit prévu est de 48,000,000 fr., sans compter le chapitre complémentaire des crédits supplémentaires, extraordinaires, etc., ce qui élève à 652,323,000 fr. la totalité du déficit des budgets à la charge de la dernière administration.

Travaux publics.

Les travaux publics entrepris sans mesure sur tous les points du territoire à la fois, pour satisfaire ou fomentier la corruption électorale, et non avec cette réserve que la prudence commandait si impérieuse-

ment, ont élevé les crédits à 1,081,000,000.
A déduire les sommes remboursées par les compagnies. . . 160,000,000
Dernier emprunt . . . 82,000,000

Reste. . . 839,000,000

Sur cette somme, 433 millions ont été dépensés sur les ressources de la dette flottante, et 404 millions restent encore à acquitter d'ici à l'achèvement des travaux.

Dettes flottantes.

La dette flottante montait dans des proportions non moins considérables.

Au commencement de 1831, elle atteignait un chiffre d'environ 250,000,000 f.

A la date du 26 février dernier, elle dépassait. . . 670,000,000

Plus, pour les rentes appartenant aux caisses d'épargne. . . 202,000,000

En tout. . . 872,000,000

Sous un pareil régime, la situation de la Caisse centrale du trésor devait être rarement brillante. Pendant les deux cent soixante-huit derniers jours de son existence, le gouvernement déchu a dépensé au delà de ses ressources ordinaires 294,800,000 fr. — 1,100,000 fr. par jour !

Pour alimenter ces dépenses, le gouvernement de l'ex-roi puisait à trois sources : les bons royaux, l'emprunt, les caisses d'épargne.

Du 12 avril 1847 au 26 février 1848, le chiffre des bons du trésor est monté de 85 millions à 523 millions.

Les versements de l'emprunt conclu le 10 novembre 1847 ont été de 82 millions.

Le reste de l'emprunt sera-t-il réalisé ? On l'ignore. Ce qui est certain, c'est qu'il faudra payer les bons du trésor.

Quant aux caisses d'épargne, tout le monde en connaît la déplorable histoire. Sur les 333 millions versés entre les mains de la précédente administration, je n'ai trouvé en compte courant au trésor qu'une soixantaine de millions. Le reste était immobilisé en rentes ou en actions. D'où il suit que le gouvernement déchu s'était mis dans l'impossibilité absolue d'opérer les remboursements qui auraient pu lui être demandés.

Telle est au vrai, citoyens, la situation financière que la monarchie lègue à la République. La République l'accepte.

Mais il est urgent de porter remède au mal. Comment ? Pour assurer tous les services, établir le crédit public sur des bases vraiment solides, pourvoir à la continuation des travaux entrepris, améliorer le sort du peuple, que faut-il ? Des mesures sages, énergiques, promptes.

Voici celles que j'ai déjà prises ou que j'ai l'honneur de soumettre à la décision du Gouvernement provisoire.

Amortissement.

L'amortissement doit être maintenu : c'est un engagement de l'Etat envers ses créanciers ; il faut que cet engagement soit rempli. Mais le gouvernement déchu avait disposé par avance des réserves de l'amortissement. Lorsque la rente est tombée au-dessous du pair, nous nous sommes donc trouvés dans cette alternative, ou de faire mouvoir l'amortissement et de suspendre les travaux, ou de les continuer en donnant, comme par le passé, des bons du trésor au lieu de numéraire à la caisse d'amortissement. Ce dernier parti avait le double avantage d'assurer du pain à ceux qui n'en ont pas, et de laisser les espèces dans les caisses du trésor : plus de 500,000 fr. par jour. Il était donc impérieusement commandé par les circonstances. Je l'ai pris. J'ai décidé que la caisse d'amortissement continuerait de recevoir des bons du trésor au lieu d'espèces.

Bons du Trésor.

Les bons émis s'élevaient, le 24 février 1848, à 529,886,000 fr. Un certain nombre de ces billets est à courte échéance. Mais, en général, ils sont régulièrement distribués sur les divers mois de 1848 et de 1849. La perception des impôts se fait actuellement avec la plus grande facilité. Les citoyens, dans leur patriotisme, se font un devoir de porter au trésor les impôts de l'année courante. Le service des bons du trésor est assuré. Je propose seulement de fixer l'intérêt de 5 p. 100 pour toutes les échéances indistinctement.

Caisses d'épargne.

Malgré les représentations les plus énergiques, le gouvernement de l'ex-roi s'était mis dans l'impossibilité de tenir ses engagements envers les créanciers de la caisse d'épargne. Le gage, incessamment exigible, n'était plus libre dans ses mains. Au moment où j'ai pris la direction des finances de l'Etat, le 7 mars au soir, la propriété des déposants se décomposait de la manière suivante :

Au trésor en compte courant, à 4 p. 100. . . 65,705,620 40
En rentes 5 p. 100, ayant coûté. . . 51,106,133 25
En rentes 4 p. 100, id. . . 202,316,175 »
En rentes 5 p. 100, id. . . 54,084,447 92
En actions des 4 canaux, id. . . 14,059,120 »
En actions des 5 canaux, id. . . 4,818,218 75

335,087,717 52

Peut-être le nouveau Gouvernement aurait-il pu dire aux créanciers des caisses d'épargne : « Voilà le gage que nous laisse le gouvernement en qui vous aviez placé votre confiance; reprenez-le. » Ce moyen de résoudre une difficulté considérable n'était pas injuste. Il était facile. Nous l'avons repoussé. La rente et les autres valeurs étant aujourd'hui dépréciées, les déposants auraient eu à subir une perte plus ou moins forte : nous n'avons pas voulu la leur imposer.

Mais, après une étude rapide et minutieuse de la situation des déposants, nous avons reconnu que les petites sommes appartenaient, en général, à des citoyens besogneux ; que les gros dépôts, surtout dans les départements, étaient la propriété de familles plus ou moins aisées, qui souvent éludaient les limitations de la loi en répartissant les livrets sur plusieurs têtes ; nous avons reconnu que si les premiers, en retirant leurs dépôts, obéissaient au conseil de la nécessité, ceux-ci faisaient preuve d'une malveillance coupable et d'une défiance injurieuse envers le Gouvernement républicain.

Voulant récompenser ceux qui montrent une confiance éclairée, j'ai déjà décidé que l'intérêt des fonds versés ou laissés dans les caisses d'épargne seraient élevés à 5 pour 100.

Voulant aujourd'hui concilier tout à la fois la bienveillance que les déposants malaisés inspirent au Gouvernement et les impérieuses nécessités d'une situation que nous n'avons pas faite, je propose au Gouvernement provisoire de décider :

1^o Que les dépôts de 100 fr. et au-dessous seront remboursés intégralement en espèces.

2^o Que les dépôts de 101 à 1,000 fr. pourront être remboursés savoir : 100 fr. en espèces; le surplus, jusqu'à concurrence de moitié de la somme, en un ou plusieurs bons du trésor à quatre mois d'échéance et portant intérêt à 5 p. 100, la dernière moitié en coupons de rentes 5 p. 100 au pair.

3^o Que pour les livrets dont le solde dépassera 1,000 francs, la caisse d'épargne pourra payer : 100 fr. en espèces; le surplus, jusqu'à concurrence de moitié de la somme, en un ou plusieurs bons du trésor à six mois d'échéance et portant intérêt à 5 p. 100, la dernière moitié en rentes 5 p. 100 au pair.

Réduction du nombre des emplois.

La gratuité des fonctions publiques est une institution aristocratique. L'admissibilité de tous les citoyens à tous les emplois implique l'idée d'une juste rémunération.

La République veut être bien servie : elle rétribuera convenablement ceux qui lui dévoueront leur intelligence et leur temps. Les fonctions publiques seront désormais une carrière véritable, où les intelligents, les zélés, les probes, n'auront plus à céder tristement le pas aux plus recommandés. — Point de sinécures, peu d'employés bien payés; tels seront désormais le principe et la règle du Gouvernement de la République.

Je propose donc au Gouvernement provisoire de décider, en principe, que le nombre des emplois sera réduit dans une large proportion et que les traitements seront fixés sur de nouvelles bases.

Voilà, citoyens, l'ensemble des mesures qui me paraissent le plus convenables et le plus efficaces pour empêcher que les espèces ne s'écoulent du trésor avec une dangereuse rapidité.

Je dois maintenant vous soumettre une autre série de propositions ayant pour but d'activer le mouvement du numéraire vers les caisses de l'Etat et d'imprimer à la circulation une plus grande vivacité.

Diamants de la couronne.

Ces valeurs, dont la royauté n'était qu'usufruitière, appartiennent à l'Etat.

L'argenterie trouvée aux Tuileries et dans les autres résidences royales lui appartient également.

Il a le droit d'en disposer, et les charges que le régime déchu fait peser sur l'avenir de la République donnent à cette mesure politique le caractère d'une expiation.

Je vous propose de décréter que le ministre des finances sera autorisé :

1^o A aliéner les diamants de la couronne aux prix qui auront été fixés par les experts assermentés;

2^o A faire convertir immédiatement en monnaie à l'effigie de la République l'argenterie et les lingots provenant des Tuileries, de Neuilly et des autres résidences attribuées par la loi de 1852 sur la liste civile à la royauté déchu.

Il est entendu que les objets d'art sont exceptés de cette mesure.

Domaine de l'ancienne liste civile.

Aux termes du décret que vous avez rendu, les biens de l'ancienne liste civile ont fait retour au domaine de l'Etat.

Ces biens, dont la valeur va être rigoureusement estimée, ont successivement passé des anciens rois à l'empereur, de l'empereur à Louis XVIII et à Charles X, de ceux-ci à l'ex-roi Louis-Philippe.

Par leur cohésion, par les traditions, les habitudes de leur administration, ils semblent toujours attendre un nouveau maître. Au double point de vue de la politique et de la finance, pour rompre complètement cette longue et forte chaîne de possession publique, pour assurer à l'Etat les ressources que le régime déchu a rendues indispensables, je vous propose de décider que le ministre des finances sera autorisé à aliéner, s'il le juge nécessaire, dans les formes stipulées au décret ci-après, les bois, terres, champs, etc., etc., qui composent les biens de l'ancienne liste civile.

Il est entendu que le domaine dit *privé* n'est point compris dans cette mesure et qu'il reste provisoirement sous le séquestre, à la disposition de l'assemblée nationale.

Bois de l'Etat.

Au point de vue financier, l'administration des forêts de l'Etat a jusqu'ici laissé beaucoup à désirer. Ces magnifiques propriétés ne rapportent guère, dans leur ensemble, au trésor que 2 p. 100. Dans quelques départements, leur produit ne couvre même pas les frais d'exploitation. Je vais faire étudier les moyens d'améliorer cette partie du service.

Mais, en attendant, il est certain qu'aujourd'hui plusieurs parties de ces forêts peuvent être vendues avec un égal avantage et pour le trésor qui percevrait les produits de la vente, et pour la richesse générale qui croîtrait par suite d'une gestion plus énergique et plus habile.

Je vous propose, en conséquence, de décider que le ministre des finances est autorisé à rechercher dans les bois de l'Etat les lots qui pourraient être utilement vendus aux particuliers, et à prononcer cette aliénation, s'il la juge indispensable, jusqu'à concurrence de 100 millions, conformément aux dispositions du décret qui accompagne mon rapport.

Emprunt.

Pour faire face au déficit qui le pressait de toutes parts, le gouvernement déchu avait obtenu du parlement l'autorisation d'émettre un emprunt de 330 millions. 230 millions ont été souscrits, le 10 novembre dernier, sur lesquels le trésor a déjà perçu 82 millions. Le complément de cet emprunt sera-t-il réalisé ? ces difficultés que le gouvernement de l'ex-roi nous lègue, seront-elles pour les souscripteurs une raison de force majeure ou un prétexte de ne pas tenir leurs engagements ? Je l'ignore. Mais, en présence de la dé-

précipitation des effets publics, pour si passagère qu'elle soit, la prudence commande la prévoyance. Quelle que soit la résolution ou la puissance réelle des souscripteurs, il faut que le trésor soit mis en état de se passer des versements ultérieurs, même les plus prochains. Les mesures ci-dessus ont eu pour objet et auront pour résultat d'y pourvoir.

Mais la magnifique expansion de patriotisme, de dévouement, d'abnégation, d'intelligente ardeur qu'a suscitée partout l'avènement de la République, conseille une plus haute entreprise. Un grand nombre de citoyens ont offert au Gouvernement le don volontaire de sommes et de valeurs considérables. Plein d'une gratitude profonde pour une offre si patriotique et si honorable, le Gouvernement de la République ne l'acceptera pourtant pas. Il convient de laisser à ceux qui en font un si noble usage la disposition de leur fortune. Mais il sera permis de rattacher ces généreux citoyens à la fortune de l'Etat par une combinaison également avantageuse pour lui et pour eux. Aux termes de la loi du 8 août 1847, le trésor a encore à émettre sur le dernier emprunt une somme de 100 millions. Je vous propose, citoyens, de décréter que cette émission aura lieu immédiatement sous ce titre : **EMPRUNT NATIONAL**. Tous les citoyens qui voudraient apporter leur tribut volontaire à la prospérité de la République y seront désormais admis. L'emprunt national sera ouvert pendant un mois. En échange de leur offrande, les citoyens recevront un coupon de rente 5 p. 100 au pair, quand bien même ce fonds dépasserait le pair avant le complément de la souscription.

Il y aura là un triple avantage. D'une part, l'emprunt national, étant directement pris au trésor par les souscripteurs, sera immédiatement classé; d'autre part, l'emprunt du 10 novembre 1847, s'il est abandonné par les prêteurs, ne pèsera pas sur la place; et si, plus tard, de nouvelles circonstances obligeaient la République à se servir de son crédit, nous serions sur un terrain complètement dégagé, où la liberté de nos mouvements ne trouverait plus d'obstacles sérieux.

Dans un prochain rapport, aussitôt que les calculs auront pu être établis avec une rigoureuse précision, je ferai connaître au Gouvernement le résultat chiffré de toutes les mesures que je viens de proposer.

Je ne tarderai pas non plus à lui soumettre les bases d'un nouveau budget, d'un budget vrai, sérieux, honnête, en un mot du budget de la République. Dans ce but, je me suis déjà entendu avec mes collègues des divers ministères, qui font tous leurs efforts pour que les dépenses de leurs départements soient réduites au minimum des nécessités réelles.

Il me reste maintenant à compléter cet exposé par quelques observations générales.

Les perspectives actuelles du trésor sont rassurantes. Grâce aux mesures qui ont été ou qui vont être prescrites, la situation prochaine sera bonne. Dans ce premier moment d'inquiétude qui succède toujours aux grandes commotions politiques, les demandes d'argent ont afflué. Les caisses d'épargne surtout ont reçu de nombreuses demandes de remboursement. Mais déjà cette panique se calme. Tout le monde comprend que la fortune de la France est aujourd'hui ce qu'elle était hier, et l'on aperçoit dans un prochain avenir les améliorations qui doivent nécessairement résulter des nouvelles institutions que le pays s'est données. D'ailleurs le zèle des citoyens se montre supérieur à toutes les difficultés. Les versements anticipés qui s'exécutent dans tous les bureaux de perception nous donnent l'assurance de pouvoir désormais non-seulement aux services ordinaires, mais encore aux nécessités de l'imprévu.

Quant à la situation générale de la République, sous le rapport financier, j'estime qu'elle n'a plus rien d'effrayant. La dette nationale, déduction faite des rentes qui appartiennent à l'amortissement, s'élève à

5,200,000,000

Si l'on demande ce qu'a produit cette masse de capitaux, l'esprit s'arrête déconcerté devant l'énorme disproportion des moyens avec les résultats. Mais si l'on regarde le pays lui-même, l'aspect de ce qu'il peut rassurer.

La dette anglaise s'élève à 20 milliards. Elle repose sur l'assujettissement industriel et commercial de l'univers. Base variable et fragile!

La nôtre n'est que de 5 milliards, et elle a pour base toute la propriété publique et particulière de la France, base inébranlable et chaque jour plus forte!

Encore quelques années d'un gouvernement républicain, d'une administration loyale, prudente et ferme, et le crédit de la France n'aura pas d'égal.

Mais, dans ma conviction profonde, ces heureuses prévisions ne peuvent être réalisées que par le rapide affermissement de la République. Que tous les bons citoyens s'y efforcent, sans enthousiasme irréfléchi comme sans inutiles regrets. Le dernier prestige de la monarchie, c'était l'utilité. Beaucoup d'hommes sincères croyaient le maintien de cette forme indispensable au maintien de l'ordre, au règlement de tous les intérêts légitimes. La monarchie compromise, ils croyaient tout perdu. Ils se trompaient. Cette solennelle expérience qui vient de se faire a dû convaincre les esprits abusés, mais sincères. Ce qui est certain, ce que j'affirme de toute la force d'une conviction éclairée et loyale, c'est que si la dynastie d'Orléans avait régné quelque temps encore, la banqueroute était inévitable.

Où, citoyens, proclamons-le avec bonheur, avec orgueil : à tous les titres qui recommandaient la République à l'amour de la France et au respect du monde, il faut ajouter celui-ci :

La République a sauvé la France de la banqueroute!

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,
GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire:

Considérant que le gouvernement déchu a laissé à la charge de la République une somme de 535,087,717 fr. 52 c. provenant de versements faits aux caisses d'épargne;

Considérant que, sur cette somme, il ne reste de disponible, en espèces, que 65,705,020 fr. 40 c.;

Attendu que les petits dépôts appartiennent à des citoyens nécessiteux;

Attendu que les dépôts élevés appartiennent, au contraire, à des personnes généralement aisées;

Attendu qu'il importe de concilier l'intérêt de la justice avec l'intérêt du trésor, celui des particuliers avec celui du public,

Décète :

Art. 1^{er}. Les livrets présentant une solde de 100 fr. et au-dessous pourront, sur la demande des déposants, être remboursés intégralement en espèces.

Art. 2. Les dépôts de 101 fr. à 1,000 fr. pourront être remboursés, savoir :

1^o 100 fr. en espèces;

2^o Le surplus, jusqu'à concurrence de moitié de la somme versée, en un ou plusieurs bons du trésor à quatre mois d'échéance et portant intérêt à 5 p. 100;

3^o La dernière moitié, en coupons de rentes 5 p. 100 au pair.

Art. 3. Pour les livrets dont la solde dépassera 1,000 fr., la caisse d'épargne pourra payer :

1^o 100 fr. en espèces;

2^o Le surplus, jusqu'à concurrence de la moitié de la somme versée en un ou plusieurs bons du trésor à six mois d'échéance et portant intérêt à 5 p. 100;

3^o La dernière moitié, en un coupon de rente 5 p. 100 au pair.

Art. 4. Les livrets inscrits au nom des sociétés de secours mutuels ne seront point assujettis aux dispositions qui précèdent; leurs dépôts pourront être remboursés intégralement en espèces.

Les livrets inscrits depuis le 24 février 1848 sont également exceptés de la mesure.

Art. 5. Provisoirement et jusqu'à nouvel ordre, il ne sera fait aucun transfert de fonds d'une caisse d'épargne à une autre pour le compte des déposants.

Art. 6. Le membre du Gouvernement provisoire ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,
DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MARIE, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, CRÉMIEUX, LOUIS BLANC, ARAGO.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que les diamants de la couronne, dont la royauté n'était qu'usufruitière, appartiennent à la nation;

Considérant que les autres valeurs mobilières qui servaient à l'ornement et à la splendeur des résidences royales lui appartiennent également;

Considérant qu'elle a le droit d'en disposer dans l'intérêt public;

Attendu que la circulation du numéraire est en ce moment insuffisante;

Décète :

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé :

1^o A aliéner les diamants de la couronne au prix qui aura été fixé par les experts assermentés;

2^o A faire convertir immédiatement en monnaie, au type de la République, l'argenterie et les lingots provenant des Tuileries, du château de Neuilly et de toutes les résidences attribuées, par la loi de 1832, sur la liste civile, à la royauté déchue.

Les objets d'art sont exceptés de cette mesure.

Art. 2. Le membre du Gouvernement provisoire ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,
DUPONT (de l'Eure), président; ARAGO, ALBERT, CRÉMIEUX, FLOCON, GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE, LEDRU-ROLLIN, LOUIS BLANC, MARRAST, MARIE.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que, par l'établissement de la République, les biens de l'ancienne liste civile ont fait retour à l'Etat;

Considérant que l'aliénation des bois, forêts, terres, corps de ferme, etc., qui composent cette propriété nationale peut offrir de grands avantages au double point de vue de la politique et de la finance;

Décète :

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à aliéner, s'il le juge nécessaire, les bois, forêts, terres, corps de ferme, etc., qui composent les biens de l'ancienne liste civile.

Art. 2. Cette aliénation aura lieu dans les conditions suivantes :

1^o L'acquéreur devra payer immédiatement en espèces le quart du prix d'acquisition;

2^o Pour les trois quarts restants, il souscrira des billets à l'ordre du receveur des finances de sa circonscription. L'échéance de ces billets ne pourra pas dépasser un an à partir du jour de l'acquisition.

Art. 3. Ces billets, revêtus de l'estampille de l'Etat et garantis par lui aux tiers porteurs, pourront être négociés.

Art. 4. Le domaine dit privé n'est point compris dans la mesure qui précède, et il continuera de rester provisoirement sous le séquestre à la disposition de l'assemblée nationale.

Art. 5. Le membre du Gouvernement provisoire ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,
ARAGO, DUPONT (de l'Eure), ALBERT, MARIE, MARRAST, LEDRU-ROLLIN.
Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Considérant que plusieurs parties des forêts appartenant à l'Etat peuvent être aliénées avec un égal avantage pour le trésor et pour les particuliers;

Considérant qu'il importe de faire face, par des moyens énergiques, aux charges que la monarchie a léguées à la République;

Décète :

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à faire rechercher dans les bois de l'Etat les lois qui pourraient être utilement vendus aux particuliers, et à prononcer cette aliénation, s'il le juge indispensable, jusqu'à concurrence d'une somme de 100 millions.

Art. 2. Cette aliénation aura lieu dans les formes stipulées dans notre décret de ce jour, relatif à l'aliénation des biens composant l'ancienne liste civile.

Art. 3. Le membre du Gouvernement provisoire ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,
ARAGO, DUPONT (de l'Eure), ALBERT, MARIE, MARRAST, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE, FLOCON, CRÉMIEUX, LOUIS BLANC.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'un grand nombre de citoyens a offert au Gouvernement provisoire de la République le don volontaire et gratuit de sommes et valeurs considérables;

Considérant que la situation financière de la République est trop rassurante pour que le gouvernement puisse équitablement accepter ce témoignage d'une patriotique abnégation;

Considérant néanmoins qu'il importe d'accueillir, autant que faire se peut, ces nobles manifestations du dévouement à la patrie,

Décète :

Art. 1^{er}. La somme de 100 millions qui reste encore à émettre sur le montant de l'emprunt décrété par la loi du 8 août 1847 sera immédiatement émise par les soins du ministre des finances.

Art. 2. Cet emprunt portera le titre d'*Emprunt national*.

Art. 3. Les souscriptions resteront ouvertes pendant un mois à partir de la promulgation du présent décret.

Art. 4. Les souscripteurs recevront une rente de 5 p. 100 nominative ou au porteur, laquelle sera inscrite au grand-livre de la dette publique, jouissance du 22 mars 1848.

Art. 5. Quand bien même la rente 5 p. 100 dépasserait le pair, dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret, les titres de l'emprunt national seront délivrés au pair.

Art. 6. Conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article unique de la loi précitée du 8 août 1847, la dotation de la caisse d'amortissement sera accrue, à partir de la clôture des souscriptions, d'une somme égale au centième du capital nominal des rentes, qui seront négociées en vertu du présent décret.

Art. 7. Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,
DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MARIE, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, CRÉMIEUX, LOUIS BLANC, ARAGO.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

M. Armand Marrast, membre du Gouvernement provisoire, est nommé maire de Paris, en remplacement de M. Garnier-Pagès, nommé ministre des finances.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 9 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,
DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, ARAGO, CRÉMIEUX, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, MARIE, MARRAST, LOUIS BLANC, FLOCON, ALBERT.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Le citoyen Pagnerre, secrétaire général du Gouvernement provisoire, est nommé directeur du Comptoir national d'escompte, délégué du Gouvernement provisoire.

Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,
DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MARIE, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, CRÉMIEUX, LOUIS BLANC, ARAGO.

Par ampliation :
Le secrétaire du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

M. Pagnerre a accepté les fonctions de directeur du comptoir national d'escompte, délégué du Gouvernement provisoire, à la condition que ces fonctions seraient gratuites.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre des finances arrête :
Le conseil d'administration du comptoir national d'escompte est composé ainsi :
Directeur, délégué du Gouvernement provisoire,
M. Pagnerre, rue de Seine, 14.
Sous-directeur, M. Pinard, rue Hauteville, 21.

Membres du conseil d'administration.

MM. André (Louis), rue des Petites-Ecuries, 40.
Augereau, rue des Petites-Ecuries, 26.
Avrial, rue Bergère, 7.
Boissaye, rue du Gros-Chenet, 4.
Cercueil, rue Traversière-Saint-Antoine, 9.
Depouilly, à Puteaux.
Dubochet, rue Lafayette, 3.
Gilet fils aîné, quai des Tournelles, 59.
Hachette, rue Pierre-Sarrasin, 12.
Lavessière, rue de la Verrerie, 58.
Levillain, rue des Vieilles-Audriettes, 5.
Niel, rue des Fossés-Montmartre, 21.
Outin, rue des Mauvaises-Paroles, 21.
Sommier (Alexandre), à La Villette.
Thuilleux, rue Coquenard, 31.

Les souscriptions seront reçues au domicile de tous les membres du conseil d'administration.
Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances.

GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire de la République ;
Sur le rapport du ministre de la justice ;
Considérant que la contrainte par corps, ancien débris de la législation romaine, qui mettait les personnes au rang des choses, est incompatible avec notre nouveau droit public ;

Considérant que si les droits des créanciers méritent la protection de la loi, ils ne sauraient être protégés par des moyens qui repoussent la raison et l'humanité ; que la mauvaise foi et la fraude ont leur répression dans la loi pénale ; qu'il y a violation de la dignité humaine dans cette appréciation qui fait de la liberté des citoyens un équivalent légitime d'une dette pécuniaire ;

Décète :

Dans tous les cas où la loi autorise la contrainte par corps, comme moyen pour le créancier d'obtenir le paiement d'une dette pécuniaire, cette mesure cessera d'être appliquée jusqu'à ce que l'assemblée nationale ait définitivement statué sur la contrainte par corps.
Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

ARMAND MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ARAGO,
ALBERT, MARIE, CRÉMIEX, DUPONT (de l'Eure), LOUIS BLANC, LEDRU-ROLLIN,
FLOCON, LAMARTINE.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire décrète :
Une commission de défense nationale, présidée par M. Arago, membre du Gouvernement provisoire, est instituée.

Cette commission est composée de :

Le général de division Pellet ;
Id. de cavalerie Oudinot ;
Id. d'artillerie Pailloux ;
Id. du génie Vaillant ;
Id. d'infanterie Lamoricière ;
Id. Id. Bedeau ;

L'intendant militaire Denni ;
Le chef d'escadron Charras remplira près de cette commission les fonctions de secrétaire.

Les membres du Gouvernement provisoire,

ARMAND MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ARAGO,
ALBERT, MARIE, CRÉMIEX, DUPONT (de l'Eure), LOUIS BLANC, LEDRU-ROLLIN,
FLOCON, LAMARTINE.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre provisoire au département de l'instruction publique et des cultes,

Considérant qu'il importe de faire cesser le plus tôt possible les abus résultant des souscriptions et des distributions de livres faites par le ministère de l'instruction publique.

Arrête :

Aucune souscription ni distribution n'aura lieu avant que les listes aient été révisées par une commission qui sera nommée à cet effet.
Fait à Paris, le 9 mars 1848.

Le ministre provisoire au département de l'instruction publique,
CARNOT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

M. Périer, juge de paix du 8^e arrondissement de Paris, chargé provisoirement de remplir les fonctions de commissaire du Gouvernement, administrateur du Mont-de-Piété, est maintenu dans la justice de paix du 8^e arrondissement, en remplacement de M. Barbier, appelé à d'autres fonctions.
Paris, 9 mars 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de la justice,

AB. CRÉMIEX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre provisoire de la marine et des colonies Arrête ce qui suit :
La démission offerte par M. Jabelin de ses fonctions de sous-secrétaire d'Etat au département de la marine et des colonies est acceptée.

Paris, le 26 février 1848.

F. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre provisoire de la marine et des colonies Arrête ce qui suit :

M. Fleuriat (Aimé-Benjamin), directeur du personnel et des opérations maritimes, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, pour ancienneté de services.

Paris, le 27 février 1848.

F. ARAGO.

Des bruits alarmants, répandus dans Paris, ont mis en émoi le club de la Sorbonne et le club central républicain. On assurait que le Gouvernement provisoire avait donné l'ordre à trente mille soldats de se rendre à Paris, dans le but de soulager la garde nationale, en partageant le service avec elle. Le club de la Sorbonne, où plus de 1,400 personnes se trouvaient réunies hier soir, a proposé la motion suivante : que le bureau du club irait présenter une adresse pour que le Gouvernement provisoire fit rétrograder ces trente mille soldats, et pour qu'ils eussent à se tenir à une distance d'au moins trente lieues de la capitale. La même motion a été adoptée par le club central républicain. Deux autres clubs doivent mettre le même sujet à l'ordre du jour. Le citoyen Michelot, homme de lettres et président du club de la Sorbonne, s'est rendu, avec les membres du bureau, auprès du Gouvernement provisoire. Ils ont été reçus par les citoyens Marrast et Pagnerre. Le citoyen Michelot leur a dit les alarmes que l'approche des soldats causait au peuple : « Vous n'ignorez pas, citoyens, a-t-il ajouté, qu'il est dans l'armée un grand nombre d'officiers qui regrettent le régime déchu, parce que, sous ce régime, l'on pouvait arriver à tous les emplois par la faveur et la courtisanerie, et que sous la République, au contraire, il n'y aura que la vertu et le mérite qui auront des chances d'avancement. Vous savez aussi qu'une partie assez considérable de la garde nationale de Paris n'avait ni prévu ni souhaité le triomphe de la République ; que ce triomphe les a d'abord frappés de stupeur, et que maintenant certains gardes nationaux le déplorent. Ce serait donc exposer la République à un danger grave que de mettre trente mille soldats, dont les dispositions sont au moins fort douteuses, en contact avec un si grand nombre de gardes nationaux que nous savons être mal disposés... Vous calmez les inquiétudes du peuple, citoyens, en ordonnant à ces soldats de rétrograder. »

Le citoyen Marrast a répondu que ces bruits n'étaient pas fondés, que le Gouvernement n'avait point appelé de troupes ; puis il a fini par avouer que l'intention du Gouvernement provisoire était en effet d'appeler à Paris quelques soldats, mais en petit nombre, pour les mêler à la garde nationale. Le citoyen Michelot a répliqué que le peuple verrait avec défiance l'arrivée de ces soldats dans la capitale, et que cent quatre-vingt mille gardes nationaux devaient suffire pour faire le service. Il s'est plaint aussi de ce qu'on refusait tous les jours des armes à une multitude de prolétaires qui s'étaient inutilement présentés plusieurs fois auprès des autorités compétentes pour en obtenir. Le citoyen Marrast a déploré ces refus, qui témoignent d'une profonde défiance pour le peuple, à l'égard et au bon sens duquel la France est redevable de son affranchissement.

Le club de la Sorbonne s'est occupé ce soir, 10, des élections de la garde nationale. Il a été porté à la connaissance des assistants des faits qui ont été frappés d'une réprobation unanime. Plusieurs ont attesté sur l'honneur que divers chefs de la garde nationale de Louis-Philippe se seraient déjà réunis à diverses fois dans le but de se concerter ensemble pour exclure les prolétaires de tous les grades, sous prétexte que ces prolétaires n'avaient pas les moyens de s'équiper. Il serait même question d'empêcher ces pauvres prolétaires, auxquels nous devons tout, de prendre part aux élections.

L'assemblée a frémi d'indignation en apprenant ces manœuvres... Il est positif que les ennemis de la République ourdissent des complots dans l'ombre. On s'efforce de frapper d'ilotisme les prolétaires en les parquant hors la loi, comme sous le régime de ce bon et candide Louis-Philippe. Le peuple qui a triomphé sur les barricades souffrira-t-il qu'une poignée d'intrigants le dépouillent de ses droits les plus sacrés ? Consentira-t-il à se laisser escamoter, comme en 1830, une République qu'il a conquise au prix de son sang ? Défiance donc, et attention à ce qui se passe. Le moment est grave !...

Il est certains esprits si déplorablement déçus que tout avis sage est perdu pour eux. Ainsi se montrent les courtisans de tous les régimes, toujours intriguants, toujours fourbes, toujours vils, d'autant plus vils que le métier leur rapporte davantage. A ces hommes nous n'avons rien à dire, ils resteront ce qu'ils étaient.

Mais à côté d'eux on en trouve d'autres accessibles encore à la voix du bon sens. S'ils ont été faibles ou peu clairvoyants, du moins ont-ils tenu leur conscience hors de toute atteinte. A ceux-ci nous dirons : « Ne vous présentez pas aux élections pour l'assemblée nationale. Plus tard, vous serez appelés, sans nul doute, à l'honneur de représenter vos concitoyens ; mais l'heure n'est pas venue. Fermez l'oreille aux discours des malheureux qui vous poussent. N'oubliez pas que le peuple, volé deux fois, ne veut plus l'être et ne le sera pas. Le peuple, qui n'a pas même de quoi satisfaire son appétit, ne peut vous juger que par sentiment. Il vous a vus toujours votant l'impôt qui l'écrase. Ces votes, soyez-en sûrs, parleront plus haut pour lui que toutes les déductions psychologiques de votre nature. Il ne pourra voir en vous que les complaisants, sinon

les complices de cet infâme qui n'eut pas honte de mettre la main sur l'épargne du pauvre. Il se souviendra, et sa mémoire peut avoir un effet terrible, du déficit de 500 millions constaté à la caisse d'épargne et transportés à l'étranger.

« Ne vous présentez donc point comme candidats, et surtout n'allez pas vous plaindre, car les votes passés ne sont pas en votre faveur. Laissez traiter les intérêts du peuple par ceux qui ne l'ont jamais ni foulé ni trahi. Si vous arriviez à l'assemblée, il vous serait impossible de rejeter en arrière tous les vieux errements ; l'homme ne se débarrasse pas ainsi du joug de l'habitude. Encore une fois, le peuple a conquis ses droits, il veut les avoir, il les aura. »

Les ouvriers cordonniers sont à Paris, année commune, au nombre de 35,000. Nous avons étudié avec soin la position de ces utiles travailleurs ; nous les avons visités jusque dans les misérables demeures où ils sont entassés jusqu'à douze ou quinze, sur de mauvais grabats, et infectés par l'odeur du cuir qui trempe avant l'usage. Voici le résultat de nos investigations :

La durée de travail est de 17 heures sur 24.
Le maximum de la journée, en moyenne, est de 2 fr. au plus.

Les ouvriers ont une paire de chaussures et une redingotte pour quatre.

Cependant, d'après notre calcul exact, chaque ouvrier s'endette forcément de 191 fr. 50 par année.
Nous reviendrons sur cette question.

Le Journal de la Marine a reçu communication d'une lettre datée de Toulon, adressée à un officier de marine qui se trouve à Paris. Elle annonce que le duc d'Aumale et le prince de Joinville sont arrivés en vue du cap Sepetz sur un bateau à vapeur ; ils sont entrés en communication avec l'amiral Baudin, qui a expédié aussitôt un exprès au Gouvernement provisoire.

Cette nouvelle est confirmée ce soir par dépêches télégraphiques.

A MM. les Membres du Gouvernement provisoire de la République.

Messieurs,

Je regrette infiniment de ne pouvoir accepter les fonctions que vous m'avez fait l'honneur de me conférer par arrêté du 5 de ce mois. La situation fautive dans laquelle je me trouverais, en raison de mes attaques contre l'administration de l'ancienne liste ; les soins que réclamerait la gestion de nombreux immeubles ; la longue durée d'une liquidation embarrassée, où tant d'abus pourraient se glisser, où je me croirais obligé de tout voir par moi-même ; l'impossibilité alors de suivre la carrière politique, où peut m'appeler encore la confiance de mes concitoyens ; la difficulté, du moins, de remplir convenablement un mandat qui exige tout le temps d'un homme consciencieux et l'indépendance d'une position libre et désintéressée, tels sont, messieurs, les motifs d'un refus pénible pour moi dans des circonstances où chacun, plus que jamais, se doit à la chose publique, et où tous, sans distinction de partis, doivent assistance au gouvernement.

Agréez, etc

Signé LHERBETTE.

A M. le rédacteur en chef du Courrier Français.

Monsieur,

J'ai lu avec le plus vif intérêt votre important article de ce matin sur le retard que le ministre de l'intérieur apporte à changer les différents préfets et sous-préfets, ce qui, comme vous le faites observer, devient de la plus haute, de la plus urgente nécessité, à cause des prochaines élections. Persuadé de l'accueil très-favorable que doit trouver auprès de ce ministre et du Gouvernement provisoire, d'ailleurs si bien disposé, un avertissement si sensé, je viens appeler votre attention sur les autres ministères (mais surtout sur celui de la guerre), qui conservent tous leurs fonctionnaires, toutes leurs sinécures. Il me semble que lorsqu'on demande à tous les citoyens l'avance de leurs contributions, on devrait au moins leur laisser la satisfaction de croire que ce n'est pas pour payer encore les énormes traitements des courtisans de l'ancien régime et des hommes de réaction qui ont perdu la monarchie.

Je suis monsieur, etc.

Signé : Un de vos abonnés.

Paris, 8 mars 1848.

On a publié à Lyon, le 3 mars, un arrêté ainsi conçu : « La commission du Gouvernement provisoire du Rhône arrête :

« L'enceinte fortifiée qui s'élève entre Lyon et la Croix-Rousse sera démolie, à l'exception du fort Saint-Jean, jugé indispensable à la défense commune, et des casernes nécessaires au service de la République. Par dispositions ultérieures du Gouvernement provisoire, les terrains et bâtiments de cette enceinte seront utilisés dans l'intérêt du peuple.

« L'exécution du présent arrêté est confiée au génie militaire, dont le travail commencera demain lundi 6 mars. L'ordre public qui doit régner solennellement pendant l'exécution de cette grande mesure est confié au zèle et au patriotisme de la garde nationale et à la sagesse du peuple. Ceux qui le troubleraient sont les ennemis de la République.

Le commissaire du Gouvernement provisoire,
EMMANUEL ARAGO.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.